

L'Idée d'indépendance

par le Doyen de la littérature arabe, le Dr Ṭāhā Ḥusayn

Parmi les vérités premières qu'il ne faut jamais perdre de vue, il en est une qu'il convient de rappeler sans relâche : les grandes crises qui secouent périodiquement l'humanité bouleversent inévitablement l'ordre des valeurs établies. Les mots survivent, mais les sens qu'ils portaient se déplacent, se transforment, parfois jusqu'à devenir méconnaissables. Si l'on ne prête pas attention à cette évidence, la confusion et le désordre s'installent.

L'idée d'indépendance appartient à cette catégorie de notions dont la signification a profondément changé sous l'effet des violentes secousses du XX^e siècle. Le mot « indépendance » ne renvoie plus aujourd'hui à ce qu'il désignait avant la Première Guerre mondiale. À cette époque, il évoquait la liberté entière d'une nation de décider seule de ses affaires, qu'elles soient intérieures ou extérieures. La Grande-Bretagne, par exemple, jouissait d'une autonomie totale pour diriger sa politique intérieure, administrer son empire et traiter avec les autres États, puissants ou faibles.

Mais la guerre mondiale contraignit la Grande-Bretagne à coopérer étroitement avec ses alliés, à accorder sa politique à la leur, et à subordonner sa liberté à l'effort commun. Ce fut, en vérité, une restriction volontaire de son indépendance : elle ne pouvait agir seule sans risquer de compromettre la victoire. Même son économie dut s'adapter aux besoins de la coalition. Ainsi, le pays consentit librement à renoncer à une part de sa souveraineté, non sous la contrainte d'une autre nation, mais sous celle des circonstances universelles.

La paix revenue, les nations victorieuses retrouvèrent une partie de l'indépendance qu'elles avaient sacrifiée, mais non la totalité. Car organiser la paix exigeait le même esprit de coopération que mener la guerre. Les conférences de paix en furent la première manifestation : chacune dut céder sur certains points afin d'éviter que les vainqueurs d'hier ne deviennent les adversaires de demain. Puis vinrent d'autres limitations — économiques d'abord, car aucun pays ne pouvait vivre en autarcie, surtout après les ravages de la guerre ; politiques ensuite, avec la création de la Société des Nations, dont la charte restreignait, même légèrement, la souveraineté des États membres.

L'Europe — et avec elle le monde entier — entra dès lors dans un conflit latent entre deux forces : d'un côté, le désir de recouvrer une indépendance pleine et entière ; de l'autre, la nécessité de maintenir certaines concessions pour préserver l'équilibre global. Les États-Unis, eux, refusèrent ce compromis : ils rejetèrent la Société des Nations et reprirent aussitôt leur liberté complète, bien qu'ils en eussent été les instigateurs.

Quant aux autres puissances victorieuses, elles s'efforcèrent, chacune à sa manière, de regagner leur indépendance. Les intérêts particuliers s'opposèrent aux intérêts collectifs, conduisant certaines nations à se retirer de la Société des Nations qu'elles avaient pourtant fondée. De ce conflit permanent naquit la Seconde Guerre mondiale : la passion de la domination l'emporta sur l'esprit de coopération, la paix s'effondra, la Société des Nations s'éteignit, et les grandes puissances durent, encore une fois, sacrifier une part de leur indépendance pour unir leurs efforts dans un nouveau combat.

La guerre terminée, le vieux dilemme reparut : fallait-il restaurer l'indépendance absolue ou continuer à la restreindre pour établir une paix durable ? C'est là, en réalité, la question

centrale des conférences qui se succédèrent à Moscou, à Londres, à Casablanca, au Caire, à Téhéran, en Crimée et à Potsdam.

Le spectacle du monde d'après-guerre offre deux scènes contrastées : à Moscou, un petit cercle d'hommes discute dans une franchise brutale, sans illusion ni idéal, cherchant à répartir les zones d'influence, à décider du sort de l'Europe orientale, du Proche et du Moyen-Orient, à mesurer le pouvoir de chacun, jusqu'à débattre du rôle de l'énergie atomique. À Londres, en revanche, se prépare un grand congrès — celui des Nations Unies — où l'on parlera de paix universelle, de justice parfaite, de liberté et d'égalité. L'un s'occupe des intérêts ; l'autre des idéaux.

Ce contraste n'est pas sans enseignement : le bien, parce qu'il n'a rien à cacher, se manifeste au grand jour, tandis que le mal, honteux de lui-même, se tapit dans l'ombre. Ainsi les réunions des Nations Unies s'annoncent à visage découvert, tandis que les tractations secrètes du Kremlin cherchent à masquer leur véritable nature.

Ne voyez pourtant pas ici une figure de style. C'est la réalité même : les conférences publiques poursuivent, sincèrement ou non, la paix et la coopération ; les conciliabules secrets, eux, partagent les dépouilles et organisent la domination. Et tout cela se joue autour d'une seule idée — celle d'indépendance :

Les nations victorieuses la retrouveront-elles entière, au risque de redevenir rivales ? Ou accepteront-elles encore d'y renoncer en partie, pour mieux se partager le monde en silence et sans guerre ?

Quant à l'indépendance des nations faibles ou libérées, son sort est plus triste encore. Les premières ont sacrifié leur liberté au nom de la victoire, et on leur restitue aujourd'hui leur souveraineté au compte-gouttes, conditionnée par la soumission aux volontés des vainqueurs. Les secondes, celles qu'on appelle « indépendantes », ne jouissent en réalité que d'une liberté de façade. Elles siègent à l'Assemblée des Nations Unies, prononcent de beaux discours, mais doivent obéir aux grandes puissances selon la zone d'influence où le hasard les a placées.

Nous assistons ainsi à la naissance d'un nouveau type d'indépendance — ancien par ses origines romaines, mais ressuscité dans notre temps : une indépendance d'apparat fondée sur l'alliance entre le fort et le faible. Le puissant détient la réalité du pouvoir ; le faible n'en possède que les formes. L'histoire de l'Antiquité en offrait déjà l'exemple, et le monde moderne le reproduit avec une ironie tragique. La Grèce, la Roumanie, la Bulgarie et tant d'autres États prétendent à l'indépendance, mais chacun demeure sous le protectorat économique ou militaire d'une puissance qui dicte ses choix. Même la Grande-Bretagne, jadis symbole de souveraineté, dépend désormais des États-Unis pour ses finances, de ses colonies pour sa nourriture, et de ses alliés pour son influence.

Ainsi, le mot *indépendance* a perdu sa valeur ancienne. Il est devenu si souple qu'il peut tout signifier — ou ne rien signifier du tout. Aux peuples qui aspirent encore à la véritable liberté, celle de décider pour eux-mêmes selon leurs propres intérêts, il faut désormais un autre mot, plus ferme, plus clair. Peut-être le trouvera-t-on un jour dans le trésor oublié de la langue, peut-être au détour d'une réflexion nouvelle. Puisse l'Académie de la langue arabe découvrir ce mot juste, qui exprimera enfin ce que nous ne savons plus nommer.

Ṭāhā Ḥusayn

“Musāmarāt al-Jayb”, 23 décembre 1945